LOUISA HANOUNE APPORTE SON SOUTIEN AU GOUVERNEMENT :

«Tahia Ouyahia !»

Apparemment, le gouvernement n'a plus, désormais, besoin d'un porte-parole. Après l'UGTA, c'est le PT de Louisa Hanoune qui prend la relève pour défendre une loi de finances complémentaire, qui ne semble pas être du goût du grand public, à la place d'un gouvernement toujours en vacances. Le PT est-t-il devenu le porte-parole officieux du gouvernement ?

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Rien n'est plus vrai. Dans une conférence de presse, animée hier au siège du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune a défendu bec et ongles la nouvelle loi de finances complémentaire pour l'année 2009.

Reprochant au passage, à la presse nationale et à certains spécialistes de verser dans l'à peu-près, de n'avoir pas bien approfondi la réflexion sur cette nouvelle loi qui ne peut, à ses yeux, que conforter l'intérêt national dans son sens le plus large. «C'est une victoire pour l'Algérie.

Le gouvernement a pris des décisions audacieuses», a-t-elle déclaré. Quant aux revendications du patronat, Hanoune pense que ce n'est ni plus ni moins qu'une simple histoire de petits intérêts. «Je ne comprends pas les contestations de certains patrons privés, qui osent reprocher au gouvernement de ne pas les avoir consultés.

Le gouvernement n'a pas à les impliquer dans la prise de telles mesures, pour une histoire de petits intérêts», a-t-elle indiqué. Continuant sur sa lancée tout en se débarrassant du masque de l'opposante farouche, pour adopter celui d'une porte-parole domestiquée, Hanoune s'est dit ne pas comprendre la position du grand public quant à la suppression du crédit à la consommation et l'instauration du crédit documentaire comme seul mode de paiement des importations. De son avis, l'interdiction du crédit à la consommation permettra, d'une part, aux simples citoyens de ce libérer de l'angoisse de la dette, et d'autre part, elle diminuera le transfert des devises, encouragera l'investissement, la production et la création de nouveaux postes d'emploi. «Si jusque-là on n'est pas arrivé à améliorer le pouvoir d'achat, c'est parce que les gens étaient angoissés par les dettes. De plus, l'argent des crédits à la consommation ne servait jusque-là qu'à enrichir les étrangers», a-t-elle souligné.

En attendant de trouver des solutions pour assurer au simple citoyen un minimum de confort social, la SG du PT propose au gouvernement de mettre en place des mesures transitoires. Quant à l'instauration du crédit documentaire comme seul mode de paiement des importations, Hanoune pense que cette nouvelle option, qu'elle a qualifiée de «salutaire», permettra de freiner l'appétit de certains importateurs voraces, d'en finir avec les grosses fortunes, la corruption et la mafia de l'import-export qui gangrène l'économie nationale.

Toutefois, la secrétaire générale du PT ne semble pas seulement approuver la LFC 2009. Mais elle appelle encore le gouvernement à généraliser ces nouvelles mesures.

Trouvant ainsi la LFC 2009 intéressante mais incomplète, Hanoune propose au gouvernement de lui donner un sens plus large. «Les mesures du gouvernement sont très positives, mais il reste beaucoup de choses à faire», a-t-elle précisé.

Pour cette dernière, bien que dans la LFC 2009 figure un large soutien à différents secteurs, notamment l'agriculture et la pêche, il reste que l'industrie lourde et les entreprises publiques, qui représentent le véritable moteur de relance de l'économie nationale, n'ont bénéficié d'aucun apport. «Si l'on n'aide pas l'industrie lourde et les entreprises publiques à décoller, je dirais que toutes ces mesures ne serviront à rien», a-t-elle conclu.

S'agissant du secteur des banques, la SG du PT s'est, encore une fois, interrogée sur la position de certains spécialistes, selon lesquels l'Etat n'a pas à s'immiscer dans les affaires du secteur. «Nous sommes pour le rétablissement de l'Etat dans ce secteur. L'Etat doit avoir le monopole», a-t-elle ajouté. Toujours dans le même sillage, tantôt en défenseur de l'économie nationale tantôt en porte-parole du gouvernement, Hanoune a dénoncé les responsables et les économistes qui appellent à se conformer aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). «On ne fait même pas partie de cette organisation. Donc pourquoi se soumettre à ses exigences», s'est-t-elle encore une fois interrogée.

Quant à la Zone arabe de libre-échange, Mme Hanoune pense que c'est la plus grosse erreur qu'a commise l'Algérie. «On a fait croire au président de la République que l'Algérie ne risquait rien en rejoignant la ZALE, en se disant que la majorité de ces pays ne sont pas très productifs et que l'Algérie sera gagnante sur toute la ligne. Mais le résultat, on le voit déjà», a-t-elle indiqué.

La conclusion qu'il y a lieu de tirer de ce genre de mascarades, qui sont devenues propres à notre pays, c'est qu'il est désolant de voir des partis politiques dits de l'opposition, ainsi que des organisations censées défendre le droit des travailleurs se transformer en des organisations satellites ou en porte-parole du gouvernement.

M. M.

IL FÂCHE LES PATRONS, LES FRANÇAIS, LES BANQUIERS ET LES CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES

Ouyahia sème la tempête

S'il y a un personnage qui ne se soucie pas de démentir sa mauvaise réputation, ce serait bien Ahmed Ouyahia. En cet été 2009, le Premier ministre, impopulaire et fier de l'être, s'est fait de nouveaux ennemis : les banques étrangères, les concessionnaires automobiles, les compagnies d'assurances, les importateurs et même une partie du patronat algérien ! Tout ce beau monde dénonce les dernières décisions cataclysmiques de Ouyahia, notamment les mesures contenues dans la loi de finances complémentaire pour 2009.

Les concessionnaires automobiles, les banques et les compagnies d'assurances s'élèvent contre l'interdiction des crédits à la consommation et automobile ; le patronat et les importateurs dénoncent les décisions relatives à l'importation, comme l'instauration du crédit documentaire comme unique mode de paiement avec l'étranger ainsi que la suppression de la procuration pour les procédures administratives d'importation.

Les premières grosses lamentations sont remarquables

«Ces mesures vont bloquer une partie de l'économie, pénaliser les petites entreprises privées qui ont réussi à établir des relations de confiance avec leurs fournisseurs étrangers», avertit un banquier. «La suppression de la procuration va toucher les PME. On n'imagine pas le P-dg de Sonatrach faire la queue au port pour dédouaner des marchandises», ajoute le même banquier.

Des chefs d'entreprise ont alerté le gouvernement sur les conséquences de ces mesures sur l'économie nationale.

«Le gouvernement ne se rend apparemment pas compte de l'impact négatif de ces mesures sur les entreprises algériennes : des milliers d'employés vont se retrouver à la rue.» On annonce même que BNP Paribas a gelé son projet d'intégrer Cetelem El-Djazaïr au sein de sa filiale bancaire algérienne BNP Paribas El-Djazaïr.

L'interdiction du crédit à la consommation et du crédit véhicule a pénalisé durement Société générale Algérie, dont la filiale Credal (crédit à la consommation) n'a pas obtenu d'autorisation pour activer en Algérie.Aux dernières nouvelles, la filiale locale du groupe bancaire français a décidé de geler son plan de recrutement et procéder au redéploiement de son personnel dédié au crédit à la consommation

Les patrons vont jusqu'à s'interroger sur l'utilité des organisations patronales et certains proposent de les dissoudre pour exprimer leur mécontentement à l'égard du gouvernement. «Les organisations patronales ne servent plus à rien dans ce pays. Elles sont inutiles. Le gouvernement prend ses décisions sans consulter personne», déplore le patron d'un groupe privé sur le site Internet TSA-Algérie.

Les économistes ne sont pas en reste et dénoncent à leur tour. Le Dr A Mebtoul, dans une interview à Algérie New's en français le 10 août 2009, tire la sonnette d'alarme «L'Algérie ne sera jamais à l'OMC. Les dernières mesures prises dans la loi de finances complémentaire sont contraires aux règlements de cette organisation mondiale. L'interdiction des crédits à la consommation, la part des sociétés étrangères dans les projets d'investissement fixée à 49 % sont, entre autres, des mesures qui vont à contre-courant des bases de l'économie de marché. On n'est ni dans l'économie de marché, ni dans l'économie administrée. Le gouvernement est en train d'asphyxier l'économie nationale. D'un côté, il pénalise les entreprises étrangères avec les mesures d'investissement très restreintes, et de l'autre côté, il punit les sociétés nationales avec le crédit documentaire.»

Face à ces critiques, le Premier ministre reste de marbre. Ses hommes expliquent que cette politique est dictée par la conjoncture : protéger nos réserves de changes contre les effets de la crise mondiale en mettant de l'ordre dans l'économie nationale.

Faut-il y croire ?

Comme le rappellent des chefs d'entreprise, «le gouvernement se trompe de stratégie économique pour réduire la facture d'importation dont la hausse de 40 % en 2008 est due en grande partie aux commandes de l'Etat pour la réalisation des grands projets d'infrastructures et non à d'autres facteurs comme tente de le faire croire le gouvernement. Et puis, tout cela contredit le discours officiel : la majorité de nos ministres ont toujours affirmé officiellement que la crise mondiale ne touche pas l'Algérie du fait de la déconnection de notre système bancaire par rapport aux réseaux internationaux (comme s'il fallait s'en réjouir), de la non-convertibilité du dinar et, enfin, de l'importance de nos réserves de changes évaluées à plus de 143 milliards de dollars le premier semestre 2009 dont une bonne partie est bien placée à l'étranger.

En fait, ces mesures ne surprennent que ceux qui veulent bien être surpris : ce sont de vieux projets d'Ouyahia. Rappelons-nous. En octobre 2007, alors qu'il n'était plus chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, invité de la radio Chaîne II, portait de graves accusations sur la politique de son successeur, Abdelaziz Belkhadem : «Le gouvernement Belkhadem a cédé devant les groupes de pression et a offert le pays aux lobbies et aux mafias.»

Puis cette accusation lourde de sens : «Les lobbies sont trop nombreux dans ce pays et activent dans le but de détruire l'économie nationale. Nous sommes le seul pays au monde qui dit avoir 22 000 importateurs, soit un importateur pour 1 500 Algériens ; je ne pense pas que ce soit une situation normale. Laisser faire une opération où l'on fait entrer trois conteneurs sans laisser aucune trace, je ne pense pas que ce soit cela faire du commerce et encore moins de l'économie.»

Selon lui, Belkhadem aurait cédé devant le lobby des banques étrangères, notamment françaises, en abrogeant la circulaire de 2004 qui interdit aux entreprises publiques de déposer leur argent dans des banques privées.

Belkhadem aurait cédé devant le lobby des trabendistes et des seigneurs du marché informel en supprimant l'obligation de recours au chèque pour toute transaction d'un montant supérieur à 50 000 DA.

«Aujourd'hui, on annule la circulaire alors que la loi existe, et on continue à pleurer sur la fraude fiscale et le marché et l'économie parallèles. Je ne pense pas que cette décision va aider à combattre ces fléaux», dira l'homme politique et SG du RND. Belkhadem aurait cédé devant la mafia des importateurs en abrogeant l'obligation pour les sociétés d'importation d'avoir un capital minimum de 20 millions de dinars. «La moitié des importateurs sont des trafiquants. Je dirai plus, le populisme ne paye pas».

Populisme ? Nous y voilà ! Ouyahia craint moins que jamais d'être impopulaire. Il mène «sa» politique. A quel prix ?

Réponse dans six mois.

M. C.